

Lieux neutres en lutte. Consolidation inter-champs et organisation multisectorielle internationale

Vincent GAYON

Vincent Gayon est maître de conférences en science politique à l'université Paris Dauphine et membre de l'IRISSO où il y coordonne l'axe de recherche « Sociologie politique de l'économie ». Ses travaux développent conjointement une sociologie des organisations économiques internationales et une sociogénétique des écrits bureaucratiques. Il a récemment publié : « Le keynésianisme international se débat. Sens de l'acceptable et tournant néolibéral à l'OCDE », Annales. Histoire, Sciences Sociales, 72 (1), 2017, pp. 121-164 et « Ecrire, prescrire, proscrire. Notes pour une sociogénétique de l'écrit bureaucratique », Actes de la recherche en sciences sociales, 213, 3, 2016, pp. 84-103.

« Nous, économistes, pouvons alors apparaître plus intéressants comme objets d'étude dans la sociologie de la science que comme sujets contribuant au progrès de la connaissance scientifique. Réfléchissons à cette inversion possible de notre place ».

E. Malinvaud ¹

« Nous parlions de la même chose, mais nous n'avions pas le même objet. [...] Il fallait donc apprendre à s'accorder sur des points d'interrogation et pour cela s'interroger sur l'interrogation ».

Darras ²

1. Malinvaud E., « Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes », *Revue d'économie politique*, vol. 106, n° 6, 1996, pp. 929-942.

2. Darras, *Le partage des bénéfiques*, Paris, Minuit, 1966.

Les controverses que les savoirs de gouvernement produits dans les organisations internationales (OI) suscitent ou alimentent dans les champs universitaires constituent un angle mort des études prenant au sérieux leur activité d'expertise³. La perspective défendue dans cet article met au jour des processus de compétition et de consolidation intersectorielles, ou *inter-champs*, qui relient certains secteurs des OI à des secteurs universitaires. En même temps qu'ils resserrent constamment l'expertise économique et sociale à prétention universelle que les OI estampillent, ces processus structurent l'internationalisation disciplinaire. Si la sociologie des marchés d'import-export des savoirs d'État a brisé un des tabous de la littérature de relations internationales (RI) et d'économie politique internationale (EPI) en intégrant à l'étude les champs universitaires (spécialement états-unien)⁴, cette recherche investit plus en profondeur les relations inter-champs nouées avec et au sein des OI.

Les controverses entourant le rapport McCracken, publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 1977, rendent visibles la concurrence asymétrique entre savoirs d'État dans l'interprétation de la crise stagflationniste et simultanément la nature multi-sectorielle de l'OCDE. Science politique et économie institutionnelle en affinité avec le Département des affaires sociales de l'OCDE font face à une orthodoxie macroéconomique en transformation sur laquelle pèse l'École de Chicago dans le champ des sciences économiques états-unien comme au sein du Département économique de l'OCDE. Du point de vue d'une sociologie de la connaissance, la question de la résurgence de l'inflation (à deux chiffres) et du chômage, assortie d'une faible croissance, met aux prises des savoirs de diverses natures (bureaucratique, politique, syndicale et universitaire) qui, pour le dire avec Karl Mannheim, « sont enchâssés dans et portés par l'instinct de pouvoir et de valorisation de certains groupes concrets qui veulent faire de leur interprétation du monde celle de l'espace public ⁵ ». Étudier cette bataille descriptive et prescriptive informe sur la façon dont se distribue socialement la parole économique autorisée, se structure la perception de la réalité (et du « réalisme ») économique internationale et se dégagent certaines voies du désencastrement néolibéral ⁶.

3. Barnett M. N. et M. Finnemore, *Rules for the World. International Organizations in Global Politics*, Cornell, Cornell University Press, 2004 ; Haas E. B., Williams M. P. et D. Babai, *Scientists and World Order: The Uses of Technical Knowledge in International Organizations*, Berkeley, University of California Press, 1977.

4. Dezalay Y. et B. G. Garth, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et "Chicago Boys"*, Paris, Seuil, 2002.

5. Mannheim K., « De la concurrence et de sa signification dans le domaine de l'esprit » [1928], *L'Homme et la société*, n° 140-141, 2001, pp. 62-63 (souligné dans l'original).

6. À l'inverse de l'après-guerre marqué par des formes de ré-encastrement de l'économie libérale qui se caractérisent notamment par des limitations des mouvements de capitaux internationaux visant à protéger les nouvelles mesures de planification nationale (politique industrielle, systèmes sociaux), à endiguer le pouvoir des financiers (tenus pour responsables de la crise de 1929) et à autoriser, par la négociation multilatérale, des politiques de change et de relance concertées. Pour une opérationnalisation en sociologie politique de ce schème d'ana-

Intéressée par la teneur socio-cognitive des échanges, l'approche défendue écarte toutefois les conceptions logo-centrées et aériennes de l'action publique et des OI en portant l'attention sur la différenciation sociale, et en particulier étatique, qui travaille ces *réseaux de consolidation interprétatifs* de la crise ⁷. Prendre au sérieux les processus de différenciation sociale et la nature multi-sectorielle des OI conduit aussi à se défaire des analyses répandues en « niveaux séparés » d'action publique qui cantonnent par exemple le niveau international à la « conception » de programmes et le niveau national à l'« application » ⁸. Cette verticalité et ce « séquentialisme » occultent d'emblée la possibilité d'une emprise d'un (ou de plusieurs) secteur(s) nationaux sur un (ou plusieurs) secteurs d'une OI. Cette emprise et, plus largement, ces relations inter-champs peuvent se jouer dès la « conception » et se poursuivre (ou non) dans la « mise en œuvre » ⁹.

Il faut donc pouvoir tenir et comprendre ensemble ces structures de production et de circulation des savoirs ou, dit autrement, les conditions de leur *conductivité sociale* ¹⁰. Il est à cet égard significatif que les auteurs « constructivistes » les plus en vue dans la réhabilitation théorique et politique des OI en RI ne traitent des enjeux de la différenciation sociale traversant de telles bureaucraties que sous l'angle de la « pathologie », du « dysfonctionnement » ou de l'« incohérence » ¹¹. Et tout à leur combat contre le stato-centrisme (néo)réaliste, ils érigent sans précaution une frontière entre « interne » et « externe », entre « domestique » et « international », en excluant *a priori* la possibilité de processus de différenciation, en particulier étatiques, pesant sur la segmentation institutionnelle des OI et entre OI ¹².

lyse polanyien : Gayon V. et B. Lemoine, « Maintenir l'ordre économique. Politiques de dés-encastrement et de réencastrement de l'économie », *Politix*, n° 105, 2014, pp. 7-35.

7. Le terme de « coalition discursive » à la Sabatier pourrait être tentant, n'était le risque de le voir réduire à nouveau – comme trop souvent les approches « constructivistes » en RI – l'enquête aux seuls discours, valeurs et alliances explicites, en les déliant des espaces sociaux différenciés qui les rendent ou non possibles. La remarque vaut *a fortiori* pour le concept de « communauté épistémique » à la Haas. Ces deux approches représentent le plus souvent des obstacles, des freins ou des aplatisseurs analytiques pour la compréhension sociohistorique des phénomènes en cause.
8. Division qu'on trouve par exemple dans une analyse du « consensus de Washington » comme « paradigme de politique publique » à la Hall : Babb S., « The Washington Consensus as Transnational Policy Paradigm: Its Origins, Trajectory and Likely Successor », *Review of International Political Economy*, vol. 20, n° 2, 2013, pp. 268-297.
9. Tout indique en effet que ces « niveaux » interagissent dès les « origines » ou la « conception » dudit « consensus » de manière très localisée à Washington (au Trésor États-Unis, au FMI et à la Banque mondiale) et que les Secrétariats des OI puisent à des sources académiques, ou les suscitent, elles-aussi transformées aux États-Unis (nouvelle macroéconomie classique et théories de la croissance endogène). *Contra* : Dezalay Y. et B. G. Garth, *La mondialisation...*, *op. cit.*, pp. 131-159.
10. Gayon V., « Homologie et conductivité internationales. L'État social aux prises avec l'OCDE, l'UE et les gouvernements », *Critique internationale*, n° 59, 2013, pp. 47-67.
11. Barnett M. N. et M. Finnemore, *op. cit.*, pp. 36-37. Leur étude de l'expertise du FMI (pp. 45-72) fait la même impasse sur les relations avec les champs des sciences économiques, comme du reste « l'ethnographie de documents », par ailleurs informative, sur laquelle elle s'appuie (Harper R. H., *Inside the IMF: an Ethnography of Documents, Technology and Organisational Action*, San Diego, Academic Press, 1998).

La *multisectorisation* consiste pour une OI comme l'OCDE en une insertion dans de multiples champs et sous-champs (politiques, bureaucratiques, universitaires) nationaux et internationaux aux logiques distinctes et parfois adverses. L'insertion multiple engage des jeux de reconnaissances mutuelles ou des *circuits d'échanges légitimants* entre secteurs sociaux, où sont notamment mises en jeu les frontières externes des champs concernés et donc une partie de leur autonomie. Dans leurs luttes pour imposer leur expertise face à des concurrents, internes ou externes à l'organisation, les économistes de l'OCDE, mais aussi bien ceux du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque centrale européenne (BCE), de la Commission européenne (et à l'instar des juristes) ¹³, etc., ne sauraient par exemple trop longtemps se passer de renforts dans certains champs politiques, bureaucratiques, universitaires voire journalistiques nationaux.

Ces soutiens spécifiques peuvent être ou non déclarés et la non-ingérence, la non-agression ou l'absence de critiques peuvent déjà, en des domaines souvent sensibles dans les champs politiques nationaux, valoir soutien. Sans exclure *a priori* les interactions directes et stratégiques, ces dynamiques de « consolidation intersectorielle ¹⁴ », souvent très asymétriques, ne s'y limitent aucunement : elles peuvent par exemple reposer sur un jeu d'anticipations, d'attentes, d'inactions, réciproques ou non, et convergentes (au moins ponctuellement) entre secteurs, qui peut dépendre – mais il n'y a pas de nécessité – de dispositions et de trajectoires sociales relativement proches ¹⁵.

Exceptionnelle par son ampleur, l'attention académique au rapport McCracken, spécialement aux États-Unis, semble avoir été à la mesure de l'investissement politique et bureaucratique des administrations Ford et Carter à l'OCDE dans cette période ¹⁶. À l'heure d'une mise en doute des recettes de

-
12. En reconduisant le même tropisme normatif concernant les effets délétères de la division du travail au sein des secrétariats internationaux (moquée comme une « mentalité de silo », jugée peu rationnelle), une recherche plus récente, dont l'un des mérites est néanmoins de faire un lien avec la formation académique, s'interdit toujours d'en comprendre la structuration inter- et intra-organisationnelle (Chwieroth J. M., *Capital Ideas: The IMF and the Rise of Financial Liberalization*, Princeton, Princeton University Press, 2009).
 13. Mudge S. L. et A. Vauchez, « Building Europe on a Weak Field: Law, Economics, and Scholarly Avatars in Transnational Politics », *American Journal of Sociology*, vol. 118, n° 2, 2012, pp. 449-492.
 14. Sur ce concept : Dobry M., *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009 [1986], p. 105 et suiv. ; sur d'autres composantes (politiques, journalistiques, militantes) de cette consolidation et sur la gestion de ce multi-positionnement par le Secrétariat général d'une OI : Gayon V., « Le crédit vacillant de l'expert. L'OCDE face au chômage dans les années 1990 et 2000 », *Cultures & Conflits*, n° 75, 2009, pp. 53-73.
 15. Avec le plus souvent une faible attention aux savoirs produits, les approches en termes d'« écologies liées » à la Abbott négligent la plupart de ces dimensions. Par exemple : Stone D., « “Shades of Grey”: the World Bank, Knowledge Networks and Linked Ecologies of Academic Engagement », *Global Networks*, vol. 13, n° 2, 2013, pp. 241-260.
 16. Lui-même inscrit dans le sillage du multilatéralisme états-unien de la guerre froide et marqué en 1960-61 par la re-fondation de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) en OCDE.

politiques économiques keynésiennes aux États-Unis et de la reconfiguration du système monétaire international avec l'entrée dans l'ère de la *fiat* monnaie (ou monnaie autoréférentielle) depuis la suspension de la convertibilité du dollar en or décidée par Richard Nixon en 1971, ce rapport est pensé comme un instrument de réassurance symbolique de la coopération économique occidentale. Pris dans une rivalité internationale avec le Trésor états-unien, le Secrétaire d'État Henry Kissinger commande en 1975 ce rapport dit de « haut niveau » qui mobilise trois ans durant les plus hauts gradés et les directions principales de l'OCDE à l'appui d'un groupe d'économistes renommés, présidé par Paul McCracken, ancien président du *Council of economic advisers* de Nixon. Qualifié d'« horizontal » dans le jargon de l'OCDE, il fait se rencontrer dès sa conception des domaines d'études institutionnellement cloisonnés en départements (affaires économiques et monétaires, emploi et affaires sociales, industrie, innovation, etc.) pour offrir une analyse plus intégrée ou transversale de la situation économique mondiale ¹⁷.

Intitulé « Pour le plein emploi et la stabilité des prix », le rapport McCracken constitue un point d'équilibre argumentatif entre fractions rivales à l'OCDE et entre certains secteurs des champs bureaucratiques, universitaires et politiques des pays membres. La rédaction du rapport a traduit l'emprise du Département des affaires économiques (ECO) et du cabinet du Secrétaire général de l'OCDE sur le Département du travail, des affaires sociales et de l'éducation (DEELSA), autant que celle des pôles « économiques et financiers » des champs bureaucratiques nationaux, en particulier états-unien (Trésor, banque centrale) sur les pôles « sociaux » (Ministère du travail) et « diplomatiques » (Ministère des affaires étrangères), et enfin l'emprise d'économistes de l'École de Chicago (monétaristes et nouveaux classiques) et du keynésianisme de la synthèse néo-classique face aux post-keynésiens et aux institutionnalistes ¹⁸. Les controverses suscitées à sa publication s'organisent selon une asymétrie homologue entre des savoirs économiques orthodoxes principalement états-uniens face à d'autres savoirs économiques relativement plus proches des mondes syndicaux, politistes et sociologiques européens.

L'espace de « production » et l'espace de « réception » n'ont toutefois pas à être dissociés et figés artificiellement. Les acteurs les plus éminents de l'espace de réception et leur problématisation économique pèsent en effet *déjà* sur les anticipations du jouable des rédacteurs les plus centraux du rapport.

17. Pour la sociologie politique de l'international, l'intérêt de ce type de rapport réside dans sa capacité à manifester des conflits rendus d'ordinaire moins visibles parce qu'obéissant à des logiques de sectorisation et de confinement réussies dans les OI ; processus souvent redoublés par les politistes, les sociologues ou les historiens habitués à ne traiter qu'un domaine sectoriel (erreur monographique).

18. Sur la dynamique d'écriture collective de ce rapport : Gayon V., « Le keynésianisme international se débat. Sens de l'acceptable et tournant néo-libéral à l'OCDE », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 72, 1, 2017, pp. 121-164.

L'espace de réception est quant à lui investi par des acteurs ayant déjà pu prendre part à « l'émission », soit qu'ils organisent certains débats, soit qu'ils donnent la réplique. Autant dans la production que dans la réception du rapport, la conjoncture d'incertitude structurelle en matière économique a en effet favorisé les « échanges de vues, c'est-à-dire l'information réciproque sur la vision que se font de l'avenir les agents qui ont à la fois le plus d'information sur l'avenir et le plus de pouvoir sur l'avenir ¹⁹ ». Ces échanges symboliques s'incarnent dans des conférences et des séminaires situés à l'intersection de champs universitaires et de champs bureaucratiques. En ce qu'ils matérialisent des transactions intersectorielles, ces « lieux neutres » affichés constituent le matériau principal d'analyse ²⁰. L'autre parti-pris a été d'intégrer une prise de position liée au pôle « politique » ou « diplomatique » états-unien qui détonne par la longueur et l'originalité relative du propos tout en se rapprochant sur le fond du pôle « social ».

L'analyse topographique et relationnelle de ces lieux neutres montre combien les arguments développés par chacun des participants ne se répondent pas et n'ont ni la même audience ni le même poids social à l'OCDE ou dans les champs bureaucratiques et politiques nationaux et internationaux. Contre une approche plane et désincarnée des « idées », le pluralisme interprétatif, étiologique et prescriptif sur la stagflation – l'objet central du rapport McCracken – s'ordonne dans un espace épistémique en deux pôles de structuration cloisonnés et hiérarchisés qui fonctionnent comme deux circuits de légitimation distincts. Les développements qui suivent épousent cette structuration bipolaire (*document n° 1*).

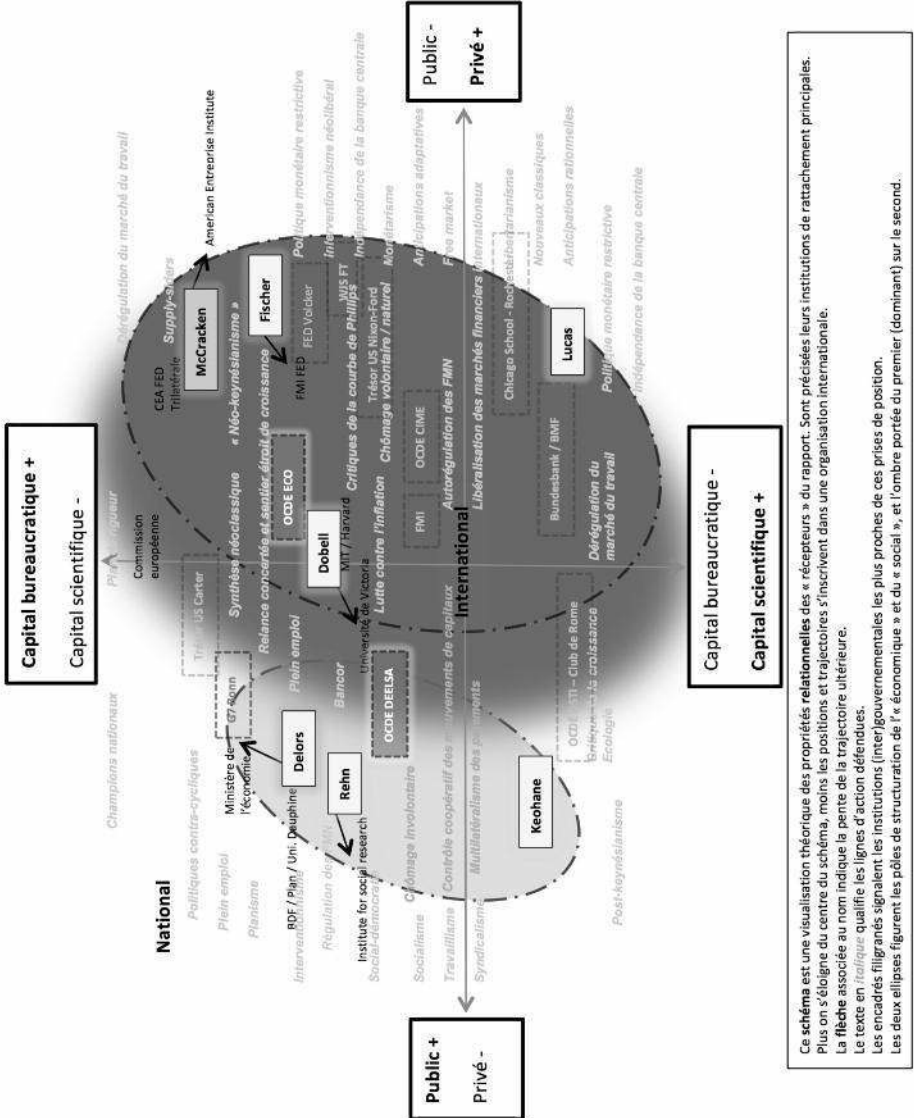
Le premier réseau de consolidation implique le Département économique de l'OCDE qui dispose en interne d'un monopole en matière macroéconomique, entretient des relations directes à haut niveau avec les pôles économiques et financiers des champs bureaucratiques nationaux (en particulier états-unien) et envoie l'un de ses directeurs aux conférences Carnegie Rochester liées à l'École de Chicago où se côtoient des acteurs déjà consacrés du champ de la science économique états-unienne (monétariste, nouveau classique, néo-keynésien, *public choice*). Le second implique le Département des affaires sociales de l'OCDE qui accumule alors, avec difficulté, un capital social et politique auprès des ministres du travail et organise un séminaire réunissant des économistes et des sociologues du travail proches des syndicats européens (en particulier suédois et français). Ce second réseau de consolidation n'est jamais en situation d'entamer l'autorité du premier et se cherche

-
19. Bourdieu P. et L. Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2-3, 1976, p. 54.
 20. Si elles témoignent d'un flux d'échanges plus soutenu que pour les secteurs des RI et de la sociologie, les nombreuses recensions du rapport McCracken par des économistes n'intègrent l'analyse que de manière secondaire lorsqu'elles se contentent de résumer le rapport McCracken ou redisent les arguments analysés plus loin.

alors une respectabilité politique, bureaucratique et universitaire pour tenter de peser face à lui.

Des projets politiques s'affrontent à distance en ces lieux neutres et ne disposent pas de la même force sociocognitive pour devenir des « lieux communs ²¹ ». La portée des prises de position se laisse appréhender dans un va-et-vient constant entre leur argumentaire, leur localisation institutionnelle et la qualité sociale de leur porteur ²². Si les regards s'orientent sur les mêmes problèmes (inflation, chômage, croissance, etc.), leur compréhension et, partant, les modalités de leur résolution diffèrent sensiblement d'un réseau de consolidation à un autre. Les mêmes objets sont saisis et objectivés par différents savoirs, ce qui permet d'en identifier les configurations à la fois savantes et politiques et de comprendre certaines des conditions sociales d'appropriation et de redéfinition internationales de ces problèmes publics. L'étude de ces deux arènes de controverses relie donc des univers, des disciplines et des questionnements trop souvent disjoints dans l'analyse parce qu'institutionnellement sectorisés et concurrents. Elle permet de comprendre comment certaines causalités et lignes d'action économiques et sociales se renforcent et se rendent ou non plausibles en s'articulant à certains secteurs d'une OI et à différents soutiens pour redéfinir les recettes de politique économique et baliser une sortie de « crise ».

-
21. C'est-à-dire des notions ou des thèses « avec lesquelles on argumente mais sur lesquelles on n'argumente pas, ou, en d'autres termes, ces présupposés de la discussion qui restent indiscutés » (Bourdieu P. et L. Wacquant, « Sur les ruses de la raison impérialiste », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121, 1998, p. 109 (souligné dans le texte).
 22. « [L]e déchiffrement des textes faisant surgir des questions qui ne peuvent être résolues par l'analyse des conditions sociales dans lesquelles ils ont été produits et, inversement, l'analyse des caractéristiques sociales des producteurs et des lieux de production introduisant sans cesse de nouvelles interrogations sur les textes. » (Bourdieu P. et L. Boltanski, *op. cit.*, p. 10)



Ce schéma est une visualisation théorique des propriétés relationnelles des « récepteurs » du rapport. Sont précisées leurs institutions de rattachement principales. Plus on s'éloigne du centre du schéma, moins les positions et trajectoires s'inscrivent dans une organisation internationale.

La flèche associée au nom indique la pente de la trajectoire ultérieure.

Le texte en italique qualifie les lignes d'action défendues.

Les encadrés filigranés signalent les institutions (inter)gouvernementales les plus proches de ces prises de position.

Les deux ellipses figurent les pôles de structuration de l'« économique » et du « social », et l'ombre portée du premier (dominant) sur le second.

Figure 1 : Schéma théorique de l'espace des réceptions du rapport McCracken

Variantes de désencastrement

La passe d'armes sur le rapport McCracken à laquelle se livrent les protagonistes de la conférence tenue à l'université de Rochester sous le patronage de la fondation Carnegie en 1978 ²³ s'inscrit sur un échiquier politique et universitaire complexe. L'un des paradoxes de la consécration politique du keynésianisme états-unien sous Kennedy et Johnson dans les années 1960 est qu'elle est contemporaine de la consécration académique de son principal concurrent : le monétarisme emmené par Milton Friedman et ses collègues et disciples de l'École de Chicago qui, au moins depuis leur soutien à la campagne de Barry Goldwater de 1964, n'ont jamais renâclé à l'activisme politique. Friedman devient président de l'Association américaine d'économie (AEA) en 1967 et conteste ouvertement l'hégémonie du courant du « keynésianisme de la synthèse (néoclassique) » porté par Paul Samuelson et Robert Solow. Très tôt intégrées comme supplément au *Journal of Monetary Economics*, les conférences Rochester sont à l'épicentre de cet affrontement théorique et politique en matière monétaire dans les années 1970. Les économistes institutionnalistes et les radicaux (marxistes) en sont exclus.

Aux côtés du *Journal of Money, Credit and Banking* créé en 1969 et patronné par l'AEA et de deux observatoires de surveillance des politiques économiques et monétaires nationales (*Shadow Open Market Committee*) et internationales (*Shadow European Economic Policy Committee*), les *Carnegie Rochester Conferences on Public Policy* sont des machines de guerre symboliques mises au service de l'École de Chicago *lato sensu*. Actives aujourd'hui encore, elles sont toutes créées et animées par Karl Brunner ²⁴ et Allan H. Meltzer ²⁵, deux monétaristes fervents. Dans un cadre théorique *public choice*, y est par exemple dénoncée en 1976 la persistance du paradigme keynésien à l'OCDE ²⁶. Pour critiquer le rapport McCracken, les universitaires conviés –

-
23. Brunner K. et A. H. Meltzer (éd.), « Policies for Employment, Prices, and Exchange Rates », *Carnegie Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 11, n° 2, 1979, pp. 131-186.
 24. Issu de l'école autrichienne, il a migré aux États-Unis (comme la majorité de l'école de Vienne) et partagé son temps après-guerre entre l'Université de l'État de l'Ohio et l'Université de Constance (haut lieu du monétarisme allemand) avant de rejoindre l'Université de Rochester en 1971 et, plus tard et en parallèle, l'Université de Bern.
 25. Spécialiste de l'histoire de la Réserve fédérale des États-Unis (FED), A. H. Meltzer (1928-2017) a notamment été professeur d'économie politique à la *Tepper School of Business* de l'Université Carnegie Mellon, membre du *Council of economic advisers* de 1988 à 1989 à la fin de l'ère Reagan, professeur invité à l'*American Enterprise Institute* (AEI), premier récipiendaire du prix Irving Kristol décerné par l'AEI en 2003 et président de la Société du Mont-Pèlerin de 2012 à 2014. Il présidera la commission (1998-2000) qui rédigea un rapport remis en 2000 au Congrès états-unien sur les Institutions financières internationales : très critique à l'égard du FMI et de la Banque mondiale, ses recommandations firent l'objet d'un dispositif de suivi de « mise en œuvre » par le Trésor de l'administration Bush Jr (International Financial Institution Advisory Commission (« Meltzer commission »), *Report of the International Financial Institution Advisory Commission*, Washington, D.C., Government Printing Office, 2000).
 26. Fratianni M. et J. C. Pattison, « The Economics of the OECD », *Carnegie Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 4, n° 1, 1976, pp. 75-140. Le Secrétariat de l'OCDE

Stanley Fischer, Robert Lucas, Peter Korteweg²⁷ – font figure d'économistes de la génération post-Samuelson et post-Friedman en ascension rapide dans le champ universitaire et/ou le champ bureaucratique états-unien : spécialement Lucas et Fischer, lesquels incarnent respectivement les pôles « nouveaux classiques » et « néo-classiques de la synthèse » (et, au fil des ans, « néo-keynésiens²⁸ »). Alors directeur de la branche économique générale du Département économique de l'OCDE, Rodney Dobell réplique. La polémique donne matière à l'identification de clivages sur les causes et les solutions à la « crise » dans les secteurs les plus « orthodoxes » du champ de la science économique états-unienne et permet de mesurer la distance avec le pôle économique dominant du secrétariat de l'OCDE, resté majoritairement « keynésien ».

Des monétaristes alertés et courtoisés

La lecture du rapport McCracken par l'économiste états-unien R. Lucas (né en 1937 et « nobélisé » par la Banque de Suède en 1995) est celle du chef de file du courant de la « nouvelle macroéconomie classique » qui s'oppose le plus radicalement au « keynésianisme de la synthèse » et déborde sur sa droite (libertarienne) le monétarisme de M. Friedman. Ce courant, qui va s'imposer aux États-Unis en cherchant à établir les « fondements microéconomiques de la macroéconomie », reconduit avec un formalisme mathématique le programme de l'économie néoclassique, antérieure à la « révolution keynésienne », elle-même conspuée. L'avis critique de Lucas sur un tel rapport, aussi singulier soit-il, engage en réalité une partie du champ de la science économique états-unienne. Il commence par dénoncer l'absence d'un corps de

dépêche une réponse d'un consultant : Hansen B., « The Economics of the OECD: A comment », *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 4, n° 1, 1976, pp. 141-153.

27. Universitaire néerlandais en poste à Rotterdam et coauteur de A. Meltzer, il est signataire en 1975 aux côtés de monétaristes et de néolibéraux du manifeste des All Saints publié par *the Economist* et prônant la création d'une monnaie parallèle en Europe qui pourrait concurrencer les monnaies nationales dans toutes leurs fonctions monétaires et conduire, par sélection « naturelle », à évincer les monnaies trop inflationnistes ; ce qui reprend une idée chère à Friedrich Hayek. Pour alléger le texte, l'intervention de Korteweg, qui rejoint en partie celle de Lucas, ne sera pas plus commentée (Korteweg P., « Toward full Employment and Price Stability. An Assessment and Appraisal of the OECD's McCracken Report », *Carnegie Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 11, n° 1, 1979, pp. 131-160). Cela ne doit pas conduire à sous-estimer les conflits traversant l'École de Chicago sur la question monétaire et sur la théorie de l'équilibre général. Par exemple, si les « nouveaux classiques », tels que Lucas, se réfèrent à cette dernière, Hayek la récuse. Recruté à l'École de Chicago en droit, et non en économie ou en business, ce dernier n'en est qu'une composante mais ni le chef de file, ni le grand ordonnateur (van Horn R. et P. Mirowski, « The Rise of the Chicago School of Economics and the Birth of Neoliberalism », in Mirowski P. et D. Plehwe (éd.), *The Road from Mont Pèlerin: the Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2009, pp. 139-178). Pour une topographie théorique d'ensemble du champ des sciences économiques et financières travaillées par la question monétaire : Thérêt B., « Du keynésianisme au libertarianisme. La place de la monnaie dans les transformations du savoir économique autorisé », *Revue de la régulation*, vol. 10, n° 2, 2011.
28. Le texte de Fischer a bénéficié de la relecture et des avis de Robert Solow lui-même, ce qui le place dans la filiation de la « synthèse néoclassique ».

principes qui trahit pour lui « de l'opportunisme posé comme un pragmatisme ²⁹ ». Reprenant l'interrogation de la première partie du rapport – « *What went wrong ?* » –, la réponse est pour lui claire : la « théorie macroéconomique keynésienne ».

Utilisant implicitement la position épistémologique friedmanienne qui juge de la validité d'une théorie non au réalisme de ses hypothèses mais à sa capacité à prévoir correctement des résultats ³⁰, Lucas considère que la théorie keynésienne a échoué « dans le sens où elle a produit des réponses quantitatives qui se sont révélées fausses ³¹ ». Il en déduit que si l'action macroéconomique de l'État n'est pas fondée théoriquement, elle ne devrait pas être entreprise pratiquement. La seule alternative est de laisser faire le marché qui saura – si on lui permet de fonctionner – trouver la solution optimale (au sens de Pareto). Le caractère touche-à-tout du rapport agace par ailleurs Lucas. Alors même que le champ des problèmes s'est considérablement étendu (plein emploi et stabilité des prix, mais aussi énergie, stocks agricoles, taux de change, réglementation des titres financiers, etc.), les propositions théoriques et politiques (politiques de revenus, de contrôle sur les prix, de gestion de la demande) sont restées les mêmes et ont, là-encore, « échoué ». Une seule fautive pour Lucas, la macroéconomie keynésienne et son rôle « conservateur » dans les années 1960 face aux alternatives représentées par les « structuralistes inquiets à propos de l'automatisation » (dernière approche qui ne trouve pas plus grâce à ses yeux).

Le réquisitoire de R. Lucas vise le plus durement la tentative d'absorption du monétarisme contenue dans le rapport. Il est clair pour lui que le keynésianisme cherche à cette occasion à « digérer la critique monétariste récente, pour l'utiliser au soutien d'un activisme nouveau et plus sophistiqué ». Personne n'a jusque-là entrepris une « pareille synthèse » et par conséquent le « rapport de l'OCDE sert de leçon pour les économistes qui croyaient que l'influence du keynésianisme trébuchant passerait d'une manière ou d'une autre au “monétarisme” ». En 1978-1979, la partie ne semble donc absolument pas gagnée pour son école et Lucas se présente en lanceur d'alerte du camp monétariste. Il s'évertue à ériger des frontières nettes entre les camps : « keynésianisme » et « monétarisme » sont « deux visions du monde mutuellement incompatibles [qui conduisent] à des recommandations politiques différentes ». Le programme monétariste prône la stabilité des prix, par une croissance constante

29. Lucas R. E. Jr., « Paul McCracken et al., *Towards Full Employment and Price Stability: A Report to the OECD by a Group of Independent Experts*, June 1977: A Review », *Carnegie Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 11, n° 1, 1979, p. 163. Les citations qui suivent sont tirées de ce document.

30. Friedman M., « The Methodology of Positive Economics », in *Essays in Positive Economics*, Chicago, University of Chicago Press, 1953.

31. Le terme « keynésien » renvoie *stricto sensu* pour Lucas aux « calculs sur le multiplicateur » et plus strictement aux « formules quantitatives qui étaient utilisées pour générer les conseils politiques ».

et transparente de la masse monétaire, ainsi que le libre ajustement du « marché » (industriel, monétaire, obligataire, du travail, etc.) par les prix, comme priorités de l'action publique ³². Cet ajustement aura des effets variables sur les taux d'intérêt et le chômage qui sont eux « imprévisibles », sauf à s'engager « à un coût prohibitif » dans des politiques économiques qui perturberaient le « retour à l'équilibre » naturel.

La concorde ou la complémentarité entre approches économiques esquissée dans le rapport ne sont donc pour Lucas que compromission et tentative d'annexion par le camp dominant ; véritable menace pour ceux qui, comme lui, sont encore en position d'*outsiders* face au keynésianisme. Dans ces conditions, se demande-t-il alors, « [q]uel peut être le bénéfice, pour la théorie économique, de revendiquer la responsabilité d'une collection de politiques qui ne la suivent en aucune façon ? ». La « théorie économique » homogénéisée dans le rapport McCracken et exposée publiquement peut d'autant moins servir la profession des économistes dans son ensemble qu'elle dessert franchement la position de fondateur d'école de Lucas. Son tropisme théoricien et absolutiste s'exprime ici : Lucas renouvelle les gages de scientificité de son propos en cherchant à préserver le monétarisme d'un éventuel accord politique de circonstance avec des positions keynésiennes. L'économiste prévient qu'il ne saurait s'associer à un programme de politique macroéconomique qui ne respecterait pas l'intégr(al)ité du diagnostic et de la thérapie monétaristes. L'unité du modèle n'étant pas respectée (laisser le marché fonctionner librement, quoiqu'il en coûte), les mauvais résultats suivront. Le keynésianisme est constitué en coupable et responsable, au plan théorique et politique, des maux de l'économie et de la science économique. Dans la dynamique de justifications et d'affrontements croisés, se fixent ainsi des camps, des frontières, se réifient des « modèles » de politique économique. Autrement dit, *l'activité définitionnelle* sur les idées, les labels associés, et sur les frontières entre « science » et « politique », s'accroît dans cette période critique, en particulier chez les plus théoriciens et normatifs des économistes.

La défense du conseiller du prince « néo-keynésien »

La lecture de l'économiste états-unien Stanley Fischer (né en 1943) se pose en concurrente directe de celle de R. Lucas en défendant la possibilité d'un compromis politique entre « keynésiens de la synthèse » et « monétaristes », de même que l'utilité publique des économistes (et la sienne propre) face à des concurrents potentiels ³³. Ironisant sur les qualités formelles de Lucas (« un

32. Pour une vue plus précise des points d'accord et de désaccord théoriques entre keynésianisme et monétarisme : Blanville B. (alias Bernard Nivollet), « Monétaristes et keynésiens : au-delà des parti-pris politiques, quelles divergences théoriques ? », *Critiques de l'économie politique*, vol. 18, n° 1, 1982, pp. 45-67.

33. Fischer S., « The Korteweg and Lucas reviews of the McCracken report. Comments », *Carnegie Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 11, n° 1, 1979, p. 169. Les extraits qui suivent sont tirés de ce texte.

grand styliste ») qui désarment la critique, Fischer conteste sa lecture du rapport et préfère retenir que le rapport ne recommande « ni les contrôles sur les salaires et les prix, ni le protectionnisme » à l'heure où des économistes renommés aux États-Unis y incitent. Du reste, si le rapport affiche un ton résigné sur le rôle des marchés, il trahit là « une ligne de défense anticipée à l'égard de réclamations potentielles sur sa confiance "naïve" dans le marché ». Et si le rapport ne donne pas les apparences d'un « consensus professionnel » entre économistes, c'est qu'il n'y en a jamais réellement eu, y compris aux beaux jours du keynésianisme aux États-Unis dans les années 1960.

Quant à l'échec supposé du keynésianisme, S. Fischer le symétrise avec celui des « politiques d'inspiration monétariste » menées un laps de temps sous Nixon entre 1969 et 1970 et qui ne sont pas parvenues à juguler l'inflation³⁴. C'est depuis ce double échec que le doute s'est installé dans la profession en matière de prescriptions politiques. Mais il n'y a, selon lui, rien de mieux à faire que d'améliorer les modèles macro-économétriques en intégrant de nouveaux éléments, en particulier les « anticipations » des acteurs économiques « pointées par Friedman (1968) et Phelps (1967) [...] et par Lucas (1976) dans son article d'évaluation d'économétrie politique³⁵ ». Concédant ainsi à ce trio, et donc à Lucas, l'essentiel – leur apport à la science économique et leurs « droits de propriété » sur la question des anticipations des acteurs économiques – Fischer plaide en faveur d'une nouvelle « synthèse » tout en critiquant les conséquences politiques du « modèle de Lucas ».

À la manière de Friedman dès 1948 qui avançait, sous le manteau de la modestie, que « notre ignorance est grande – et que cela doit être un argument convaincant [pour ne rien entreprendre et laisser faire le marché]³⁶ », Lucas défend selon Fischer la non-intervention publique sur les marchés. Il ne propose pas de théorie du chômage, ni ne précise la temporalité opportune pour l'action politique (« un jour ou cinq ans »), pour la simple raison que son modèle est « utilisé pour défendre des positions politiques sur lesquelles [Lucas] n'a, au mieux, que peu de choses à dire ».

S. Fischer l'interpelle enfin sur la politique monétaire états-unienne : « Si la FED (Réserve fédérale des États-unis) adoptait une règle de 4 % [de crois-

34. Politiques économiques auxquelles P. McCracken, même si Fischer n'en dit mot, peut être au moins en partie associé. Par ailleurs Fischer conteste l'idée selon laquelle le gouvernement, inspiré par la macroéconomie keynésienne à la Walter Heller, n'intervenait pas en matière microéconomique dans les années 1960. Pour lui, la lecture des rapports économiques au président suggère le contraire et invalide le point de vue de Lucas.

35. L'auteur renvoie ici notamment à l'article séminal de R. Lucas qui inaugure aussi les conférences Carnegie-Rochester : Lucas R., « Econometric Policy Evaluation: A critique », *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, numéro spécial "The Phillips Curve and Labor Markets", 1, 1, 1976, pp. 19-46.

36. Friedman M., « A Monetary and Fiscal Framework for Economic Stability », *The American Economic Review*, vol. 38, n° 3, 1948, pp. 245-264.

sance monétaire] et que le chômage grimait à 8 %, que recommanderiez-vous ? ». Les mesures nécessaires seraient pour S. Fischer « suffisamment évidentes » pour que les arguments monétaristes sur l'indésirabilité des politiques discrétionnaires soient écartés. Cette leçon de pragmatisme politique est assenée par un économiste dont toute la trajectoire le rapproche des sphères de la prise de décision financière (publique et privée) et qui l'incline aux compromis théorico-politiques³⁷. S. Fischer fait prévaloir le rôle de l'économiste en tant que conseiller du Prince face aux critiques qui l'accablent et aux enjeux de la théorie « pure ». La recherche et l'acceptation de compromis politique ne doivent pas être dénigrées, ils constituent pour lui « la nature même du processus de prise de décision politique. C'est précisément ce genre de compromis que les membres du comité McCracken ont fait en écrivant ce rapport ». Tout en moquant le radicalisme académique de Lucas et de Friedman qui les préserve de tout compromis politique, et tout en concédant que l'« ignorance [des économistes] est stupéfiante », il sauve l'essentiel de la position d'expertise occupée par ces professionnels face à la concurrence des « ingénieurs, des sociologues ou des juristes ».

Un contrepoids au keynésianisme du Département économique de l'OCDE

Rappelant les identités des membres du groupe McCracken ainsi que les différents services de l'organisation mobilisés dans la rédaction, le représentant du Secrétariat de l'OCDE invité à s'expliquer, l'économiste canadien Rodney Dobell³⁸, contextualise le rapport pour mieux en défendre la forme finale et s'exonère d'emblée de certaines responsabilités comme de certaines louanges « pour un travail [qu'il n'a pas] jusqu'à la fin, contrôlé³⁹ ». R. Dobell

37. Après s'être établi dans le champ universitaire sur la base de manuels d'économie et de recherches novatrices (du point de vue de la théorie néo-classique) sur la théorie des contrats, en étant basé au *Massachusetts Institute of Technology* de 1977 à 1988 (puis à l'université de Chicago) et en étant appuyé par des parrains prestigieux comme R. Solow ou M. Friedman, S. Fischer s'est orienté sur des postes officiels pour devenir économiste en chef du Département économique de la Banque mondiale de 1988 à 1990, puis directeur général du FMI de 1994 à 2001, avant de devenir vice-président de Citigroup de 2002 à 2005, gouverneur de la Banque centrale d'Israël depuis 2005 et vice-président du conseil de la FED depuis 2014.

38. Directeur de la branche des questions économiques générales du Département économique de l'OCDE, il reçoit avec Stephen Marris (son prédécesseur au poste et alors conseiller spécial du Secrétaire général de l'OCDE) les remerciements de P. McCracken en avant-propos du rapport et semble donc tout désigné pour le défendre. Titulaire d'un BA et d'un MA en économie et en mathématique de l'Université de Colombie britannique à Vancouver, R. Dobell soutient son PhD en économie au MIT et devient professeur assistant à Harvard pendant cinq ans. Il poursuit sa carrière en mathématique et en économie à l'Université de Toronto et développe l'un des premiers modèles de micro-simulations longitudinales dans l'analyse des politiques sociales. Il est conseiller spécial pendant six ans du Ministre des finances sur les questions de planification économique de long terme puis Secrétaire adjoint de la planification du Trésor canadien. Il poursuivra une carrière académique et de consultant auprès d'organisations internationales, sans retrouver semble-t-il de fonction aussi exposée que celle qu'il a occupée à l'OCDE dans les années 1970 ; son inclination keynésienne, avérée ou étiquetée, n'y est sans doute pas totalement étrangère. Ses recherches ultérieures porteront notamment sur l'analyse économique des prises de décisions politiques et sur la transition écologique.

donne ses conseils de lecture : le genre « rapport » implique des propositions ambiguës et il faut donc « dans le contexte de l'OCDE [...] interpréter ce qui est écrit entre les lignes ». Ce sont les « versions préliminaires du rapport », les « brouillons », qui disent le mieux les vues des rédacteurs. Ils comportaient des « déclarations plus dures sur la modération [budgétaire et monétaire] [...]. Les amendements se sont accumulés pour refléter [...] que les impératifs de l'action politique demandent certains compromis. Néanmoins, avec tous ces amendements, le rapport était le plus souvent perçu à l'intérieur de l'OCDE comme insistant trop sur la rigueur et comme comportant trop de limitations formelles sur la microéconomie [...] ». Des résistances keynésiennes internes au Secrétariat de l'OCDE sont à l'œuvre face à un comité d'experts aux positions majoritairement conservatrices.

R. Dobell pousse à son terme le raisonnement de Lucas sur les taux d'inflation anticipés (« variables inobservables ») et considère qu'il condamne *ab initio* tous les modèles de la « synthèse néoclassique » et plus largement toute tentative de politiques économiques discrétionnaires. Les membres du groupe McCracken ne partageaient pas « cette prémisse dans son ensemble » et « il a été pris comme allant de soi que l'action gouvernementale pouvait en fait influencer les anticipations de “production normale” aussi bien que les prix [...] ». Selon R. Dobell, les modèles monétaristes ou nouveaux classiques trouvent leurs limites dès lors que le niveau de production sort fortement de son potentiel de croissance : en ce cas, « le mécanisme d'ajustement par les prix sur lequel le modèle des anticipations rationnelles est basé (comme les conditions de l'équilibre parfait auxquelles il fait penser) peut cesser d'être pertinent. Son effet peut simplement être combiné à un besoin criant d'action directe ». Autrement dit, l'hypothèse keynésienne d'équilibre de sous-emploi des facteurs de production demeure pertinente contre la thèse des « marchés efficients » ; ce que le Département économique de l'OCDE défend dans une note méthodologique annexée au rapport McCracken ⁴⁰.

Si les monétaristes parviennent ainsi à se poser, par leur activisme mais aussi par la reconnaissance accordée par des « néo-keynésiens » comme Fischer, en « propriétaire dominant ⁴¹ » (au niveau théorique et politique) de la question des anticipations, les modèles keynésiens développés à l'OCDE tentent de les intégrer en inversant la pente politique. En introduisant ces

39. Dobell R., « Comments on Lucas and Korteweg on McCracken », *Carnegie Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 11, n° 1, 1979, p. 177. Les extraits de cette section sont tirés de ce texte.

40. Sur la stratégie keynésienne du Secrétariat de l'OCDE d'incorporation-neutralisation des thèses monétaristes : Gayon V., « Le keynésianisme international... », *op. cit.*, pp. 137-142.

41. Gusfield J. R., « Constructing the Ownership of Social Problems: Fun and Profit in the Welfare State », *Social Problems*, vol. 36, n° 5, 1989, p. 433. Cette situation de capture des anticipations n'est légitime qu'au regard de la « synthèse néoclassique » qui, depuis les modèles « Hicks-Hansen » (IS/LM) et la reprise par Samuelson et Solow de la courbe de Phillips, a exclu un certain nombre d'hypothèses et de thèmes de recherche du programme de la Théorie générale, notamment sur les anticipations (voir note suivante).

considérations sur les anticipations, le groupe a néanmoins constitué pour R. Dobell un « contrepoids au “keynésianisme” qui est présumé dominer largement les débats politiques émanant des consultations de l’OCDE ». Il bouscule la routine de l’organisation parce qu’il préconise « des restrictions dans le montage de programmes gouvernementaux actifs, et des mesures microéconomiques [...] ». Jugeant que Lucas a « le courage de ses convictions » et qu’il est « prêt à rester en dehors du débat politique » dans une forme de « nihilisme politique », R. Dobell considère que « [l]es membres du groupe McCracken par contraste ont dû estimer qu’ils devaient se lancer dans l’une ou l’autre des directions. Et, avec beaucoup de réserves, ils l’ont fait [...] suffisamment clairement pour être accusés d’une allégeance froide aux mécanismes de marché ».

Le rapport McCracken précipite donc, au sens quasi chimique, des prises de position dans le champ de la science économique portant aussi bien sur la théorie économique mobilisée que sur le rôle politique des économistes. Dans les conférences Carnegie, le rapport est prétexte à la poursuite de luttes académiques locales plutôt qu’objet d’analyse propre. Ces débats ignorent l’existence des marxistes, des « *new radicals* » et des (post-)keynésiens (Galbraith, Robinson ou Myrdal par exemple)⁴² et soudent des associés-rivaux dont les conflits apparents ne sauraient dissimuler les répulsions partagées, les intérêts corporatistes, la proximité sociale et l’effet de génération⁴³.

Les économistes universitaires, tels que S. Fischer, réagissent aux prises de position dans le champ de la politique économique états-unienne, tout autant qu’ils fournissent en amont ou en aval aux « décideurs » les instruments théoriques et techniques pour outiller l’action publique (nationale ou internationale), ou y participent directement. À cet égard, la position la plus autonome, mais aussi la plus fondamentaliste, raillée par Fischer comme par Dobell, est

42. Travaux dans lesquels on trouve avant les monétaristes une lecture de la spirale chômage-inflation appuyée sur le rôle des anticipations mais aux conclusions politiques opposées. La « guerre des deux Cambridge » gagnée au profit de la « synthèse néoclassique » de Harvard a eu pour effet de faire perdre de vue cette intuition keynésienne sur les anticipations, laquelle est remise au goût du jour sur des bases néoclassiques par les monétaristes à la fin des années 1960. En s’opposant à un keynésianisme acclimaté aux États-Unis, ces derniers se posent alors, avec des soutiens de diverses natures, en prophètes et en interprètes légitimes de la stagflation. Voir : Gayon V., « Le keynésianisme international... », *op. cit.*, pp. 134-137.

43. Les labellisations d’école sont à géométrie variable et n’empêchent pas certaines collaborations aux États-Unis ; le constat vaut aussi en RI et en sociologie. Hétérodoxe dans l’orthodoxie, Fischer est l’un des fondateurs de la théorie néo-institutionnaliste des contrats en matière monétaire qui se base sur le canevas néo-classique en en montrant certaines limites de nature organisationnelle. À cette époque : Fischer S., « Long-Term Contracts, Rational Expectations and the Optimal Money Supply Rule », *Journal of Political Economy*, vol. 85, n° 1, 1977, pp. 191-206. Cet article est repris dans l’ouvrage emblématique de la percée des « nouveaux classiques » sur le marché universitaire états-unien : Lucas R. et T. Sargent (ed.), *Rational Expectations and Econometric Practice*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1981.

celle de Lucas, l'économiste le plus formalisateur, le moins sociologisant et le plus normatif qui, dans sa lecture du rapport, affirme son intégrité scientifique en érigeant ou en revivifiant des frontières entre « écoles », en disqualifiant cet objet cognitif « bâtard » qui mêle des connaissances et des théorisations économiques antinomiques et qui trahit la science économique, telle qu'il l'entend, et son utopie d'un marché autorégulateur. En même temps qu'il polarise l'attention, il peut ainsi faire figure de repoussoir pour les membres du Secrétariat de l'OCDE et les « néo-keynésiens » auto-proclamés : trop universitaire, trop droitier, trop irresponsable.

S'observe plus généralement la proximité structurale ou la grande perméabilité entre la politique économique et les sciences économiques aux États-Unis pour cette élite académique⁴⁴. Cette consolidation intersectorielle place le champ des sciences économiques états-unien dans une position de dépendance forte à l'égard de l'action publique et du monde des affaires, mais aussi de centralité politique par rapport à d'autres secteurs universitaires plus ou moins concurrents (droit, science politique ou, plus marginalisée encore, économie institutionnelle, socioéconomie ou sociologie). Le Département économique de l'OCDE, malgré ses réticences, est conduit à tenir l'échange, à donner le change, et donc à internationaliser, c'est-à-dire aussi à départiculariser, ces débats nationaux. Mais Lucas comme Fischer n'ont nul besoin de chercher à s'internationaliser pour le faire : leurs capitaux culturels accumulés nationalement disposent d'une reconnaissance internationale. L'effet de champ produit par le champ des sciences économiques états-unien sur ses homologues et sur le pôle économique dominant de l'OCDE se laisse ainsi saisir.

Ré-encastrier l'économie

Il serait tentant de balayer d'un revers de main ces labels identitaires et ces chapelles théoriques – un narcissisme des petites différences paraissant toujours dérisoire vu de loin – et de s'épargner alors l'étude des argumentaires. Mais la paresse intellectuelle se joindrait alors à l'insuffisance sociologique pour manquer de comprendre combien ces querelles d'école où se joue aussi une relève de génération (re)structurent les champs universitaires. En ces temps de mise en doute des recettes de politique économique où les imputations de responsabilité et la réification des groupes redoublent, ces labels circulent aussi au prix de déformation et de simplification accentuées, à l'extérieur, que ce soit dans les champs bureaucratiques, politiques, journalistiques,

44. Cette situation s'explique en partie par le fait qu'à côté des *Law Schools*, les départements universitaires en économie aux États-Unis et spécialement ceux des universités d'élite de la côte est (Harvard en tête) mais aussi, et de plus en plus, les *business schools* tiennent lieu de centre de formation de la haute fonction publique et privée, en matière économique et financière. Voir : Dezalay Y. et B. G. Garth, *op. cit.* ; Fourcade M. et R. Khurana, « From Social Control to Financial Economics: The Linked Ecologies of Economics and Business in Twentieth Century America », *Theory and Society*, vol. 42, n° 2, 2013, pp. 121-159.

nationaux ou internationaux : sous Reagan, le label « *supply-sider* » ou « partisan de l'offre » réunira ainsi les forces anti-keynésiennes. Si l'on admet que le « discours dominant doit son efficacité proprement symbolique (de méconnaissance) au fait qu'il n'exclut ni les divergences ni les discordances » et que le « point d'honneur libéral se nourrit de cette diversité dans l'unité ⁴⁵ », ce type de clivage permet aussi de neutraliser le conflit politique en l'« académicisant » (sur un mode économiciste) ou, dit autrement, en élevant le coût d'énonciation de la critique.

En les confrontant aux débats situés au pôle « politique et social » de réception du rapport McCracken, au moins quatre impensés ressortent des débats de ce premier lieu neutre qui relie certains secteurs orthodoxes du champ des sciences économiques états-unien et le Département économique de l'OCDE. Ils n'articulent pas le capitalisme aux enjeux de la démocratie. Ils ne portent que sur la situation états-unienne et s'universalisent à partir d'elle grâce à l'outillage anhistorique de l'économie néo-classique ⁴⁶. Ils n'évoquent à aucun moment les enjeux de la coopération monétaire et financière internationale, tels que le contrôle des mouvements de capitaux ou les ajustements négociés des monnaies pour réduire les déséquilibres des balances des paiements ⁴⁷. Enfin, les participants ne cherchent pas à sociologiser les anticipations inflationnistes et les aspirations des acteurs économiques : *homo-œconomicus* règne en maître et « le marché » est globalement replacé sur les rails de l'auto-régulation.

Sociologiser et politiser l'économie internationale

Alors fondateur de la sous-branche EPI aux États-Unis, Robert Keohane donne une recension exceptionnellement longue (vingt-et-une pages) du rapport dans une revue centrale de RI ⁴⁸, discipline dont il est une figure en ascension. Cette lecture a durablement fixé les lectures politistes et historiennes du rapport McCracken en termes de tournant néolibéral ⁴⁹. Dans le champ des RI, Keohane fait face à « l'école réaliste » dominante qui reste focalisée sur les enjeux de sécurité, de diplomatie et de stratégie militaire et dont Henry Kissinger est alors le porte-voix académique et politique le plus central. La commande d'un rapport d'envergure sur la restauration de la croissance que

45. Bourdieu P. et L. Boltanski, *op. cit.*, pp. 4-5.

46. Sur l'exclusion précoce et répétée de l'économie institutionnelle et historique aux États-Unis, voir Ross D., *The Origins of American Social Science*, Cambridge, Cambridge University Press, (1991) 1992, pp. 407-427.

47. Ce qui correspond à un réel parti pris théorique mais aussi à une forme de consensus états-unien soudant alors néo-keynésiens (comme Tobin) et monétaristes favorables aux taux de change flottants.

48. Keohane R. O., « Economics, Inflation, and the Role of the State. Political implications of the McCracken Report », *World Politics*, vol. 31, n° 1, 1978, pp. 108-128. Les extraits de cette section sont tirés de ce texte.

49. Gayon V., « Le keynésianisme international... », *op. cit.*, p. 123-130.

ce dernier adresse à l'OCDE, en tant que Secrétaire d'État, tout comme ces années-là ses relations avec son homologue britannique dans la crise obligataire de 1976, font figure d'incursion pratique sur les questions économiques internationales jugées jusqu'ici secondaires par les réalistes (*low politics*) et le Département d'État. Du fait de l'imbrication, ici encore, relativement élevée des champs universitaires et bureaucratiques aux États-Unis, l'intervention de Keohane joue donc sur deux univers à la fois.

Professeur à Stanford (puis à Harvard, Duke et Princeton), R. Keohane (né en 1941) se saisit du rapport comme matière à penser les phénomènes économiques transnationaux et juge que la théorie explicative que le rapport McCracken propose de l'inflation et du chômage est clairement « inadéquate » : « Cette inadéquation n'est pas entièrement le résultat d'erreurs pouvant exister dans son analyse purement économique (que je laisserai aux économistes le soin d'analyser), mais d'un sérieux échec pour rechercher les influences politiques, sociales, et psychologiques dans les résultats macroéconomiques ⁵⁰ ». En se refusant à décloisonner le regard en direction des sciences sociales, et spécialement en direction de « l'économie politique », le rapport McCracken se voue à l'échec. R. Keohane touche ici au point précis qui marquait aux yeux de R. Dobell la contribution théorique du rapport, celle de « conjuguer une théorie des processus gouvernementaux à des modèles politiques plus conventionnels ⁵¹ ».

Si les recommandations de politique économique suggèrent la nécessité d'un réel changement politique, la faisabilité et les conséquences d'un tel changement ne sont pour Keohane guère explorées. Les auteurs du rapport « semblent assumer que la démocratie et le capitalisme sont, et peuvent rester, complètement compatibles l'un avec l'autre », et ce d'après lui en dépit des contributions de Marx, de Schumpeter ou de Rawls, qui ont problématisé cette relation. Plutôt qu'une préférence pour un système alternatif (socialisme, féodalisme ou syndicalisme), Keohane prône la modestie dans l'analyse « des relations évolutives entre capitalisme et démocratie » ainsi que la nécessité d'« enquêtes politiques et sociologiques plus approfondies [pour] progresser sur ces questions ». Toutes les explications retenues de l'inflation (augmentation du prix des biens alimentaires et du pétrole, ébranlement du système monétaire international, politiques monétaires erronées en 1970-72, nouvelles aspirations populaires, anticipations sur l'inflation, progression du militantisme syndical, guerre du Vietnam, etc.) révèlent en effet « immédiatement leur nature politique et sociologique ».

L'enjeu interprétatif et prescriptif du rapport prend donc un tour résolument paradoxal : « nous sommes confrontés à un rapport économique, écrit

50. Keohane R. O., *op. cit.*

51. Dobell R., *op. cit.*

exclusivement par des économistes, qui expliquent les phénomènes macroéconomiques majeurs dans des termes politiques et sociologiques. Or [...] le rapport McCracken ne fait pas de tentatives pour spécifier l'importance de ces phénomènes, ou même pour vérifier prudemment leur existence ». Aucune étude sur les aspirations populaires et les mobilisations syndicales n'est ainsi mobilisée⁵². Le même paradoxe pèse sur les explications données de la récession de 1974-75. C'est le manque de confiance des entrepreneurs et leurs anticipations sur l'inflation qui constituent une barrière à la reprise. Les sources de cette situation se trouvent pour Keohane au moins autant dans la psychologie sociale que dans les sciences économiques. Or le rapport échoue à enquêter sur ces facteurs et symbolise donc l'incapacité des sciences économiques à donner des explications satisfaisantes aux phénomènes dont elles prétendent pourtant s'arroger le monopole d'interprétation⁵³. Elles ne peuvent dès lors qu'occuper une « position intermédiaire dans l'explication générale » qui doit combiner « des arguments économiques avec des analyses des conflits d'intérêts, dans l'exercice du pouvoir, au sein des différentes sociétés et dans l'économie politique internationale⁵⁴ ».

Ces remarques sur « l'économie politique de l'inflation » s'inspirent de travaux interdisciplinaires contemporains qui appréhendent ces phénomènes en sortant des raisonnements macroéconomiques les plus épurés, comme ceux réunis par l'économiste, souvent classé « post-keynésien », Fred Hirsch (Keohane le remercie pour sa lecture) en tandem avec le sociologue John Goldthorpe dans une conférence tenue à l'université de Warwick et soutenue par le *Social Science Research Council* (lui-même financé par les fondations Rockefeller et Ford)⁵⁵. Hirsch soutient par exemple que loin d'avoir été une politique délibérée ou consciente, l'inflation a émergé par défaut comme une « stratégie maximin⁵⁶ » d'assurance politique contre un danger encore plus grand : « l'approfondissement des incursions collectivistes⁵⁷ » qui s'incarnent notamment dans des politiques des revenus visant à réduire les écarts dans la répartition des richesses produites. En agrandissant le gâteau économique, y

52. Sans surprise, un économiste post-keynésien comme John Cornwall retient les mêmes aspects dans sa recension du rapport : Cornwall J., « Towards Full Employment and Price Stability: A Review of the OECD Report », *Kyklos*, vol. 31, n° 4, 1978, pp. 662-678.

53. Pour les principes d'un programme de recherche sociologique portant sur les anticipations raisonnables des agents économiques : P. Bourdieu, *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil, 2000, pp. 264-266.

54. L'auteur renvoie en ce sens aux travaux de Perry Anderson, Immanuel Wallerstein ou Theda Skocpol.

55. Hirsch F. et J. H. Goldthorpe (ed.), *The Political Economy of Inflation*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1978 et dans ce sillage : Lindberg L. N., Maier C. S. (eds.), *The Politics of Inflation and Economic Stagnation: Theoretical Approaches*, Washington D.C., Brookings Institution, 1985 (la conférence dont est issue cet ouvrage s'est réunie en 1978). Plus tôt : Galbraith J. K., *The New Industrial State*, Princeton, Princeton University Press, 2015 [1967].

56. Le meilleur (maxi) des résultats les moins bons (min).

57. Hirsch F., « The Ideological Underlay of Inflation », in Hirsch F. et J. H. Goldthorpe (eds.), *op. cit.*, pp. 277 et suiv.

compris les parts les plus fines des pauvres, la croissance d'après-guerre apparaît en parallèle comme « la grande idée conservatrice de la dernière génération ⁵⁸ », spécialement pour les socio-démocrates centristes car elle constitue un substitut à une politique (re)distributive.

Mais quand le ralentissement économique est survenu, il a créé un fossé entre les anticipations (s'exprimant dans des demandes monétaires) et les moyens de les réaliser ; l'inflation devenant l'instrument d'ajournement des arbitrages économiques. Supprimer à court terme ces tensions inflationnistes qui sont « l'expression monétaire du conflit distributif ⁵⁹ » serait politiquement trop risqué car les mesures habituellement employées (chômage plus important, coupes dans les dépenses sociales, affaiblissement direct du pouvoir industriel et politique du salariat organisé) génèreraient une résistance et un encouragement pour des politiques anti-marché et nécessiteraient « en certaines circonstances un régime plus autoritaire ⁶⁰ ». Entretenir ces tensions en laissant courir l'inflation facilite en revanche à *plus long terme* selon Hirsch le soutien public ou la tolérance nécessaire à l'usage des mêmes correctifs pour éradiquer la racine inflationniste. Les animateurs des conférences Rochester réagiront à ces approches, sans jamais les citer, par un symposium concurrent en 1980 en partie financé par le Trésor états-unien, reprenant le même intitulé et soutenant le programme monétariste ⁶¹. L'inflation, comme problème public, met donc aux prises des problématiques et des formes d'interventionnisme différents.

Keohane se demande aussi pourquoi les piètres résultats économiques des années 1970 n'ont pas discrédité les sciences économiques comme savoir de gouvernement, alors même que « les économistes, comme ceux qui ont produit le rapport McCracken, étaient dans des positions d'influence au début des années 1970, quand les gouvernements ont fait de sérieuses erreurs politiques ». C'est en réalité plutôt la faiblesse politique des économistes à influencer des hommes politiques sensibles aux échéances électorales à court terme ou à peser sur les « chocs exogènes » qui les protègent, eux et leur théorie, de tout démenti sérieux : les théories ne sont jamais exposées selon Keohane à un « test pur » et ne risquent aucune infirmation ⁶². S'affichant plus prudents, les économistes de gouvernement mettent désormais l'accent sur les limites inhérentes à l'action gouvernementale et considèrent que le plein emploi ou la sta-

58. Maier C. S., « The Politics of Inflation in the Twentieth Century », in *ibid.*, p. 70.

59. Goldthorpe J. H., « The Current Inflation: Towards a Sociological Account », in Hirsch F. et J. H. Goldthorpe (eds.), *op. cit.*, p.195.

60. Hirsch F., *op. cit.*, p. 277.

61. Brunner K., Parkin M. et R. E. Weintraub, *The Political Economy of Inflation. A Symposium*, Center for Research in Government, Policy & Business, Graduate School of Management, University of Rochester, 1981.

62. R. Keohane passe ici à côté des enjeux de construction d'une telle épreuve de réalité, que les concurrents au paradigme dominant – lui-même réifié en partie dans la lutte, comme on l'a vu avec Lucas – cherchent à constituer dans leurs luttes locales.

bilité des prix ne peuvent être décrétés par des décisions gouvernementales. Selon le rapport McCracken, seules les politiques visant un « sentier étroit » (*narrow path*) et impliquant un niveau élevé de chômage pour une certaine période de temps auront du succès. Si cet argument est pour Keohane sans doute « moins sympathique pour les socio-démocrates ou les libéraux au sens américain, que pour les conservateurs et les radicaux », la question centrale est de savoir si de telles décisions politiques ne vont pas entamer la légitimité même du modèle de développement des sociétés capitalistes, lesquelles sont fondées depuis l'après-guerre sur le plein emploi et l'État providence, et, *in fine*, pousser à la radicalisation des populations.

La logique du système capitaliste, et spécialement l'internationalisation du capital, diminue enfin les capacités de régulation politique des économies industrialisées : « [cette] dépendance des gouvernements à l'égard des marchés financiers privés – qui est dans une grande mesure le résultat de l'augmentation du prix du pétrole – crée des pressions additionnelles en faveur de politiques économiques conservatrices qui déferent aux intérêts du capital. [...] Les pressions du privé pour des politiques plus favorables sont ininterrompues, et les capacités du capital à punir les gouvernements pour la non-coopération sont considérables ». Pour Keohane, le rapport McCracken défend ainsi des politiques « procapitalistes » qui reposent autant sur des arguments économiques que sur une « idéologie politique » conservatrice, défavorables à l'interventionnisme en matière de contrôle des prix et des salaires et à la croissance du secteur public, et défendant une discipline gouvernementale en matière monétaire et budgétaire. La science économique du rapport est donc une science politique normative qui ne dit pas son nom et où « il n'y a qu'un pas à franchir pour conclure que la démocratie doit se conformer au capitalisme. Cette conclusion prend le statut d'une doctrine, [...] qui en vient à ressembler à une théologie traditionnelle, "néo-orthodoxe" ». Conservateurs et marxistes partageraient alors cette idée de la conformation de la démocratie au capitalisme. Si les premiers s'en accommodent – comme le groupe McCracken –, les seconds la combattent. Les débats syndicaux lancés au sein de l'OCDE mettent en question l'internationalisation du capital mais proposent plus nettement de réinitialiser un programme keynésien sélectif et coopératif.

Alternatives post-keynésiennes au Département des affaires sociales de l'OCDE

Résultat d'un séminaire ayant réuni en octobre 1977 une cinquantaine d'experts syndicaux, où sont surreprésentés les experts scandinaves et les économistes et sociologues du travail, le rapport *Les politiques de l'emploi, les revenus et la croissance à moyen terme*⁶³ constitue une forme de contre-attaque des pôles sociaux de l'OCDE au rapport McCracken, mais aussi, comme par anticipation, aux conférences Carnegie. Organisé par le

Département du travail et des affaires sociales (DEELSA) et la représentation des syndicats à l'OCDE (*Trade Union Advisory Committee – TUAC*), le séminaire est co-présidé par Jacques Delors et Gösta Rehn. Ces derniers livrent dans leurs conclusions respectives une critique post-keynésienne, en incarnant en France pour le premier, en Suède pour le second, un pôle de structuration de l'expertise sociale-démocrate sur les questions d'emploi et de chômage. Les relations du DEELSA avec les économistes et sociologues français et suédois du travail se poursuivent la même année dans un colloque soutenu par le ministère du travail français dans lequel la majorité des participants feraient aujourd'hui figure d'hétérodoxes. Toutefois les syndicats communistes et les économistes associés sont à chaque fois (auto)exclus des débats, alors qu'ils développent une analyse critique de la stagflation mettant l'accent sur la « baisse tendancielle du taux de profit » liée notamment à la suraccumulation du capital technique par rapport à ses capacités de rentabilité et par rapport au travail ⁶⁴.

L'ancien chef du Service des affaires sociales du Commissariat au Plan (né en 1925) et ancien permanent syndical à la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), alors professeur associé de gestion à l'Université Paris IX Dauphine, estime que les pays d'Europe de l'ouest ont perdu l'essentiel des « atouts » qu'ils possédaient au sortir de la guerre par rapport aux États-Unis : en matière de coûts de production et de coûts salariaux, en matière monétaire compte tenu de la légère surévaluation du dollar, et enfin concernant le prix des matières premières et de l'énergie. Pour J. Delors « le désordre monétaire international » et « la course à la déflation » sont les facteurs clés. Il est ainsi clair « qu'il n'y a plus de système monétaire international, le jour où un seul joueur peut en modifier les règles à son gré et en sa seule faveur ». À rebours des accords de la Jamaïque récemment conclus ⁶⁵, J. Delors plaide pour « au moins obtenir un contrôle des mouvements de capitaux à court terme. L'idéal serait qu'une banque centrale joue à l'égard des marchés financiers internationaux et des eurodollars, le même rôle que jouent les banques centrales à l'intérieur de chaque pays ». Il reprend là les positions de Keynes (projet Bancor), mais aussi de Mendès-France, à Bretton Woods.

S'il aborde la part de l'inflation générée par « les rigidités amenées sur le marché du travail par le progrès social », J. Delors la symétrise aussitôt avec

63. OCDE, *Les politiques de l'emploi, les revenus et la croissance à moyen terme. Documents préparatoires et conclusion d'un séminaire syndical convoqué par l'OCDE (Paris, OCDE, 12-14 octobre 1977)*, Paris, OCDE, 1978. Les extraits suivants sont tirés de ce document.

64. Par exemple : O'Connor J., *The Fiscal Crisis of the State*, New York, St Martin's Press, 1973 ; Boccard P., *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Paris, Éditions Sociales, 1974. Il faut attendre les années 2000 pour que la Confédération générale du travail (CGT) demande d'intégrer le TUAC comme, dans l'espace communautaire, la Confédération européenne des syndicats.

65. Portant sur les statuts du FMI et entérinant la liberté des mouvements de capitaux et la surveillance orthodoxe des politiques monétaires (article IV).

celle provenant des situations de monopole ou d'oligopole des firmes multinationales. Cet « excès de puissance » selon lui jamais évoqué doit être combattu avec d'autres armes que des codes de conduite non contraignants, comme celui que vient d'adopter en 1976 le Conseil de l'OCDE. Delors juge en outre « caduc » le modèle de croissance des années 1960 : d'un côté, « les vrais besoins de l'avenir sont ailleurs, plus qualitatifs », de l'autre, la confiance s'est érodée dans les « mécanismes globaux de l'économie de marché ». Il refuse néanmoins « les conséquences sociales profondes de ce nouveau “laisser faire” » et cherche à « infléchir notablement les finalités mêmes du développement ». Discutée dans le séminaire syndical, une redéfinition « plus qualitative » de la croissance, « plus soucieuse des équilibres naturels [et] des exigences de l'écologie », pose problème non pas en termes de faisabilité mais de méthode. Il manque ici « une réflexion synthétique » que Delors propose d'organiser autour de trois thèmes : la réduction du temps de travail, la qualité de vie, les désillusions du progrès. Et « pour que les organisations syndicales acceptent les conséquences et les contraintes correspondant à ce changement de cap, deux contreparties devraient être réalisées. D'une part, davantage de démocratie économique et, d'autre part, la poursuite sous des formes nouvelles de la lutte contre les inégalités ». Cet argumentaire s'inscrit dans le droit fil du courant réformateur de la fin des années 1960 et du début des 1970 portant sur la critique du productivisme, les limites de la croissance et les « indicateurs sociaux et de bien-être » qu'avait notamment portée le Club de Rome, dont l'un des cofondateurs, Alexander King, était directeur du Département de la science et technologie de l'OCDE.

De son côté Gösta Rehn (1913-1996), alors directeur en exercice de l'Institut de recherches sociales de l'Université de Stockholm, estime comme Delors, que « [m]algré toutes les affirmations tendant à faire paraître que le plein emploi demeure un objectif central de leur politique, le type de recommandations faites par le Groupe McCracken ou le Fonds monétaire implique en réalité l'abandon par de trop nombreux gouvernements de l'objectif du plein emploi dans l'avenir immédiat ⁶⁶ ». Cet abandon de l'objectif du plein emploi risque d'entraîner « le monde occidental [...] dans un cercle vicieux » où se conjugueront déficits budgétaires, relance de l'inflation, détérioration des balances de paiements, stagnation ou croissance ralentie poussant à des politiques d'austérité et à l'augmentation du chômage. Pour l'ancien directeur du Département de la main d'œuvre et des affaires sociales de l'OCDE (qu'il quitte en 1973), le chantier prioritaire demeure la lutte contre l'inflation parce qu'elle constitue « une politique destructive de la justice sociale autant que de l'efficacité économique, et qui de surcroît sape l'ordre social de la démocratie ». Pour autant la « politique d'austérité » censée lutter contre l'inflation doit être combattue parce qu'elle « contrecarre partiellement son propre

66. Rehn G., « Conclusions », in OCDE, *Les politiques de l'emploi...*, op. cit., pp. 13-19. Les extraits suivants sont tirés de ce document.

but » et qu'elle est « très coûteuse en termes de pertes de production et de souffrance humaine ».

Comme pour Delors et la majorité des forces progressistes de l'époque, l'inflation n'est pas un simple agrégat économique, ni la seule résultante des anticipations d'un agent représentatif rationnel comme les monétaristes ou les nouveaux classiques le postulent. Elle a des responsables (les entreprises multinationales et les grandes entreprises) et des victimes (jeunes, femmes, travailleurs âgés, handicapés, travailleurs migrants, etc.) et doit être retraduite dans ses effets en termes de justice sociale. Considéré, aux côtés de Rudolf Meidner, comme le « père fondateur » du « modèle suédois » d'après-guerre ⁶⁷, G. Rehn pointe la menace qui pèse sur les « centrales ouvrières » si elles satisfont « à l'exigence de limiter les salaires nominaux à des taux non-inflationnistes ». En outre, si cette « autorestriction » ne s'applique pas simultanément « aux autres catégories de revenus, les profits en particulier », il est alors clair pour lui que la « force stabilisatrice (à tous points de vue) [des syndicats] pour les sociétés démocratiques serait perdue ».

G. Rehn propose alors un programme d'action économique à la suédoise sortant des sentiers rebattus de la « relance par la demande », dans une période où le rapport de force semble rétrospectivement beaucoup plus favorable aux syndicats et où les thématiques de la « démocratie économique » sont encore au centre des plateformes revendicatives de ces organisations. L'arbitrage salaires/profits, travail/capital, est en effet pour lui plus complexe que ne le croient les partisans de l'offre et les keynésiens eux-mêmes. La relance de la « demande effective » ne doit pas se focaliser sur des incitations ou des réductions fiscales, elle doit consister en une création sélective d'emplois essentiellement publics et en une amélioration de la formation et du « recyclage » de la main d'œuvre ainsi que de sa mobilité géographique.

Ces « politiques plus audacieuses d'expansion » revêtent aux yeux de Rehn « un caractère non ou anti-inflationniste, du fait qu'elles impliquent une réduction directe ou indirecte des coûts pour l'employeur, dans le maintien ou l'augmentation de l'emploi et de la production ». Des aides généreuses doivent être allouées à la reconversion des industries qui font face à la concurrence de produits étrangers à bas prix et, « lorsque ces mêmes importations contribuent à l'accroissement du chômage », des mesures protectionnistes peuvent être envisagées. Le succès de ces « politiques actives de l'emploi », défendues dans les mêmes termes et la même année par le ministre du travail suédois lors de la première réunion au niveau des ministres du Comité de la main d'œuvre et des affaires sociales de l'OCDE ⁶⁸, est conditionné à une pression exercée sur les

67. Milner H. et E. Wadensjö (eds.), *Gösta Rehn. The Swedish Model Labour Market Policies: International Perspectives*, Aldershot, Ashgate, 2001.

68. OCDE, *Les Ministres du travail et les problèmes de l'emploi*, Paris, OCDE, vol. II, 1977.

entreprises et à une participation accrue des salariés, c'est-à-dire par un « accroissement de la démocratie industrielle et d'autres modes démocratiques d'influence sur les décisions en matière d'emploi, d'investissements, de développement technique, pour la qualité de la vie, dans et hors des lieux de travail ».

À la différence des intervenants économiques des conférences Carnegie Rochester, et comme pour Delors, la refonte du système monétaire international, de même qu'un contrôle plus sévère des firmes multinationales – deux propositions faiblement portées au sein du groupe d'experts présidé par McCracken –, restent un axe essentiel des raisonnements sur la « crise économique ». Le « social », « l'économique » et « l'international » tendent à être pensés ensemble. Loin d'anesthésier les forces de proposition alternatives et (post)keynésiennes, cette conjoncture leur offre donc l'opportunité de se saisir de l'inflation, du chômage, de la stagflation et de remettre en chantier l'ensemble du modèle économique de croissance. Ces interventions esquissent ce qui pourrait constituer une sorte de bifurcation historique – celle d'un réencastrement de l'économie – si elles rencontraient des forces sociales, nationales et transnationales capables de la faire advenir.

Contre une vulgate technocratique et historiographique qui a fait de la fin de Bretton Woods, de la mort du « keynésianisme » ou de l'avènement de la « grande modération » une nécessité économique et logique, due aux chocs pétroliers et conduisant à ne plus considérer que des solutions anti-inflationnistes monétaristes ou néokeynésiennes ⁶⁹, l'étude proposée des débats dans ces lieux neutres, couplée à un questionnement sur leur structuration, dégage un horizon des possibles beaucoup plus large dans cette décennie charnière. Une constante traverse en effet ces *réseaux de consolidation interprétatifs* de la crise stagflationniste : loin de stériliser la recherche d'alternatives au « néolibéralisme » (appellation qu'aucun acteur ne mobilise encore) et quelle que soit l'identification opérée de la « crise », il s'agit en chaque cas de trouver les ressources pour la surmonter, de réarmer une offre politique (y compris en désarmant l'État ou en contraignant les entreprises) et de définir de nouvelles lignes d'action aussi divergentes soient-elles.

Typique du discours technocratique, la recherche de solutions se construit dans la recherche d'une « troisième voie » théorique et politique conçue comme point d'équilibre entre fractions rivales. Plutôt que d'ergoter sur une essence du « néolibéralisme », comprendre ce dont est fait le « tournant néo-

69. Eich S. et A. Tooze, « The Great Inflation », in Doering-Manteuffel A, Raphael L., T. Schlemmer, (eds.), *Vorgeschichte der Gegenwart: Dimensionen des Strukturbruchs nach dem Boom*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2016, pp. 173-196.

libéral » ces années-là suppose donc d'intégrer ces stratégies discursives localisées qui réifient les groupes, érigent leurs frontières respectives autour de labels et érodent la légitimité de certaines recettes installées, en imputant à une école, à un « modèle », la responsabilité de la crise. Ces étiquettes ne se stabiliseront ou non qu'*a posteriori*, c'est-à-dire à l'issue de ces luttes de classement ⁷⁰. Le « keynésianisme » à la Rehn ne supplantera par exemple pas le « keynésianisme orthodoxe » (celui de la synthèse néoclassique) qu'il combat et qu'il résume, comme Lucas, aux « politiques de la demande ». En revanche la « politique active de l'emploi » que Rehn réaffirme sera redéfinie, sous le même label, sur des bases néo-classiques et néo-libérales la décennie suivante – les « politiques d'activation des chômeurs » – au gré de rapports de force défavorables au pôle social et à sa transformation à l'OCDE. Quant au « néo-keynésianisme » de Fischer (et sans doute à un moindre degré de Dobell), il s'accommode de l'incorporation des hypothèses monétaristes et « nouvelles classiques » tout en s'en servant de repoussoir (de droite). Fischer ne peut en effet en accepter toutes les conséquences politiques sans dissoudre son rôle de conseiller du Prince (auprès des démocrates notamment) et il endosse, bon gré mal gré, la vision non coopérative de l'économie internationale post-Bretton Woods.

Alors que le réseau de consolidation lié à l'École de Chicago et au Département des affaires économiques de l'OCDE défend un désencastrément plus ou moins prononcé et néo-libéral de l'économie (transitoire ou durable), fait de flexibilité du marché du travail ou d'objectif de croissance monétaire stable et imposé d'en haut, le second lié à la social-démocratie européenne et au Département des affaires sociales de l'OCDE propose de raffiner, voire de renforcer le réencastrément keynésien d'après-guerre, en contrôlant les firmes multinationales et leur entente sur les prix, en renouvelant le projet de monnaie supranationale distincte du dollar ou encore en proposant des politiques actives de l'emploi fondées sur des droits sociaux et une participation syndicale élevés. Ce clivage recoupe l'opposition entre un pôle « conservateur » états-unien et un pôle « social-démocrate » français et suédois dans la période ⁷¹.

Mais cette ligne de partage ne sépare peut-être pas autant qu'on le pense interventionnistes et non-interventionnistes. Elle tient en effet davantage à la nature plus ou moins démocratique des initiatives et des institutions politiques susceptibles de configurer le capitalisme. Observée aussi sur le terrain

70. « Tout effort pour restituer leur signification "historique" aux prises de position politiques du passé contraint à s'interroger sur les effets du classement politique. En matière de politique, l'illusion rétrospective consiste à projeter sur une position politique particulière considérée au moment où elle se constitue comme position distinctive, des propriétés qui ne lui adviendront que plus tard, avec le changement des positions dans laquelle elle est insérée » (Bourdieu P. et L. Boltanski L., *op. cit.*, p. 35).

71. Cox R. W., *Production, Power and World Order. Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press, 1987, pp. 274 et suiv.

de la transition néo-libérale des anciens pays du bloc soviétique, cette dimension oppose alors « ceux qui font valoir que les marchés efficaces (ou la planification centrale) nécessitent des institutions autoritaires et ceux qui font valoir que des marchés efficaces (ou une planification centrale) nécessitent des réformes radicales de la démocratie ⁷² ». Seuls les acteurs du séminaire syndical de l'OCDE tentent d'explicitier, de transgresser ou de contester la division entre « l'économique » et « le social », mais aussi de proposer dans un cadre multilatéral d'autres arrangements institutionnels entre « l'État » et « le marché », entre « la démocratie » et « le marché », visant l'édification d'une *démocratie économique internationale*. Quant aux participants des conférences Carnegie Rochester, ils s'évertuent à des degrés divers à autonomiser, sur un mode néo-classique, les phénomènes économiques de tout enjeu démocratique spécifique et à dénier à d'autres professions, en les ignorant le plus souvent, leur capacité d'ingénierie politique sur l'économie.

Les lieux neutres analysés – des nœuds sociaux – n'occupent en définitive pas la même position dans le champ de la diplomatie économique et ne participent ainsi pas des mêmes circuits de légitimation. Les « experts syndicaux » s'inscrivent dans les réseaux nationaux (partis, syndicats, ministères du travail) et internationaux (DEELSA, ECOSOC, OIT, Confédération européenne des syndicats, etc.) du « social » qui n'y pèsent que faiblement, à l'instar des diplomates (Kissinger en tête) éventuels lecteurs de Keohane, et à l'opposé des fonctionnaires-économistes des Trésors et des Banques centrales, et de leurs arènes d'internationalisation telles que le FMI, le Comité de politique économique de l'OCDE ou la Banque des règlements internationaux. Ces derniers, spécialement pour les états-unis, sont formés dans des cursus de sciences économiques les disposant à fréquenter en pratique, en lecture ou en inspiration les conférences Carnegie Rochester.

Chaque lieu neutre contribue ainsi à l'intégration internationale de telles ou telles fractions des classes dominantes, non pas seulement, ni nécessairement, par une inculcation, une adhésion cognitive ou par la réunion d'une communauté d'habitus, mais bien, déjà et surtout, par l'appréciation et l'anticipation *pratiques*, en situation et dans le cours des échanges, de ce qui fait la force, la fragilité, la témérité, l'isolement de certaines positions et de certaines idées, au vu des soutiens spécifiques dont elles pourraient bénéficier et, réciproquement, au vu des sanctions sociales qu'elles devraient affronter ⁷³. Loin d'une intégration normative, idéale et fonctionnelle de type « constructiviste » en RI, et tout aussi loin d'une conception intellectualiste et/ou économiciste du « consensus » ⁷⁴ de type « néogramscien » en EPI, il s'agit plutôt

72. Bockman J., *Markets in the Name of Socialism. The Left-Wing Origins of Neoliberalism*, Stanford, Stanford University Press, 2011, p. 200.

73. Pour une réflexion analogue sur le Conseil de sécurité de l'ONU : Ambrosetti D., *Normes et rivalités diplomatiques à l'ONU : le Conseil de sécurité en audience*, Bruxelles, Peter Lang, 2009.

d'une *intégration pratique* liée à la perception *située* de ce qu'il est coûteux ou non de mettre en débat et de traduire en politique internationale, bref, d'une actualisation constante d'un *sens de l'acceptable*, spécialement pour ceux qui occupent déjà des positions de pouvoir ou y prétendent ⁷⁵.

Suivant le circuit de légitimation concerné, se dégagent donc autant une « puissance différentielle de différenciation [des] principes de classement ⁷⁶ » de la réalité économique et de ses interprètes, qu'une (perception de la) plausibilité politique et sociale différentielle des diagnostics et des préconisations avancés. Certaines interprétations et certaines propositions sont ainsi plus « endoxiques » que d'autres, au sens où elles doivent être prises en compte parce que les acteurs dominants veulent qu'elles soient vraies : elles « ne sont *pas probables mais plausibles* (au sens étymologique du mot) c'est-à-dire susceptibles de recevoir l'assentiment et les *applaudissements* ⁷⁷ ». Promue ou rêvée comme « science des tendances », la science économique ne serait de ce point de vue que peu de chose « sans la prescience de la représentation que se font des tendances ceux qui ont pouvoir de les infléchir, c'est-à-dire, comme le soutiennent P. Bourdieu et L. Boltanski, sans la prescience mutuelle des intentions qu'assurent à la fois l'orchestration des habitus et la concertation favorisée par les rencontres organisées ou informelles ⁷⁸ ».

En analysant une forme de consolidation intersectorielle internationale via des lieux neutres liés à un secrétariat international différencié, ou mieux, à une *organisation multisectorielle internationale*, la perspective défendue a pu saisir la structuration asymétrique du champ de la diplomatie économique *dans ses composantes savantes*, c'est-à-dire des alliances et des équilibres de force bureaucratiques avec les univers savants, dans une période où le désencastrement néo-libéral de l'économie n'est pas encore acté. Rien n'indique que cette structuration transnationale – dont la marginalisation des savoirs institutionnalistes, sociologiques, syndicaux et historiques sur l'économie est un élément – se soit sensiblement modifiée depuis.

74. Cox R. W., *Production, Power...*, *op. cit.*, p. 7.

75. Gayon V., « Le keynésianisme international... », *op. cit.*

76. Bourdieu P., *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 224.

77. Bourdieu P., « Epilogue : On the Possibility of a Field of World Sociology », in Bourdieu P. et J. S. Coleman (eds.), *Social Theory for a Changing Society*, Boulder (CO), Westview Press, 1991, p. 376 (souligné dans l'original).

78. Bourdieu P. et L. Boltanski, *op. cit.*, p. 54.